



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**Préfecture**  
**Direction régionale et interdépartementale**  
**De l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France**  
Unité territoriale des Yvelines

**ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES N°2014167-0006**  
**modifiant l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2012**  
**concernant les installations exploitées par la société CRMA à ELANCOURT**

**Le Préfet des Yvelines,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu le code de l'environnement et notamment les livres II et V ;**

**Vu le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;**

**Vu l'article R. 516-1 du Code de l'environnement relatif aux garanties financières ;**

**Vu les articles R. 515-58 à R. 515-84 du code de l'environnement relatif aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;**

**Vu la note du ministère en charge de l'écologie référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013 relative aux modalités de calcul du montant des garanties financières ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 septembre 1991 autorisant la société SEFRI-CIME à exploiter ses installations situées sur la commune d'Elancourt (78990) Zone d'Activités de Pissaloup ;**

.../...

**Vu** l'arrêté en date du 1er octobre 1996 mettant à jour le classement des activités exercées par la société C.R.M.A. suite aux modifications de ses installations situées à Elancourt (78990) Zone d'Activités de Pissaloup ;

**Vu** l'arrêté en date du 4 novembre 1999 mettant à jour le classement de la société C.R.M.A. suite aux modifications de ses installations situées à Elancourt (78990) Zone d'Activités de Pissaloup ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2000 fixant à la société C.R.M.A. des prescriptions complémentaires relatives à la prévention de la légionellose pour les installations qu'elle exploite à Elancourt (78990) Zone d'Activités de la Clef-Saint-Pierre – 14, rue Gay Lussac ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2009 fixant à la société C.R.M.A. des prescriptions complémentaires relatives aux installations qu'elle exploite à Elancourt (78990) Zone d'Activités de la Clef-Saint-Pierre – 14, rue Gay Lussac ;

**Vu** le courriel en date du 9 mai 2014 adressé à l'inspection des installations classées par lequel l'exploitant formule des observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 2 mai 2014 ;

**Considérant** que la société CRMA exploite des installations soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et existantes à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Considérant** que ces installations, compte-tenu des seuils ou des rubriques concernées, sont soumises à l'obligation de garanties financières depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la constitution de 20 % du montant devant être réalisée au 1<sup>er</sup> juillet 2014 conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

**Considérant** que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et aboutit à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros TTC ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant doit en conséquence constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations concernées en cas de cessation d'activité, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 5° et suivants du Code de l'environnement ;

**Considérant** que l'installation est soumise à autorisation pour la rubrique 3260 de la nomenclature introduite par le décret n°2013-375 du mai 2013 ;

**Considérant** que l'exploitant a demandé le bénéfice des droits acquis pour cette rubrique ;

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, et de prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

.../...

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La société CRMA située Z.A. de la Clef-Saint-Pierre - 14, avenue Gay Lussac à Elancourt (78990), est autorisée, à poursuivre l'exploitation de ses installations, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

**Article 2 : Liste des installations classées pour la protection de l'environnement**

L'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral n°2012297-0005 du 23 octobre 2012 est complété par le tableau suivant :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
<b>3260</b>	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m <sup>3</sup>	66,8 m <sup>3</sup>	A

**Article 3 : Application de la directive IED**

Le chapitre 9.2. du titre 9 « Bilan de fonctionnement » de l'arrêté préfectoral n°2012297-0005 du 23 octobre 2012 est remplacé par l'article suivant :

*« Chapitre 9.2. Meilleures techniques disponibles »*

*L'installation est soumise aux dispositions de la section 8 du Chapitre V du Titre Ier du Livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement (articles R. 515-58 et suivants) relatif aux installations visées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.*

*En application de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale de l'installation est la rubrique 3260, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles du BREF STM « traitement de surface des métaux et matières »*

*En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72 du code de l'environnement, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du bref STM.*

**Article 4 : Garanties Financières**

Il est inséré après le chapitre 1.8. du titre I « CONTROLES » de l'arrêté préfectoral n° 2012297-0005 23 octobre 2012 le chapitre suivant et les articles afférents :

*« Chapitre 1.9 Garanties financières*

## ARTICLE 1.9.1 : OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations visées au R.516-1-5° du code de l'environnement et listées dans le tableau suivant :

Rubriques	Libellé des rubriques
2565	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, ...) de surfaces (métaux, matières plastiques, ...) par voie électrolytique ou chimique

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

## ARTICLE 1.9.2 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant total des garanties financières à constituer s'élève à **198 980 € TTC**.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, en prenant en compte un indice TP01 de 703,8 (décembre 2013) et un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets et de produits chimiques définie à l'article 1.9.11 du présent arrêté.

## ARTICLE 1.9.3 : DELAI DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant doit constituer 20 % du montant initial des garanties financières à la date du 1er juillet 2014. Les délais de constitution sont précisés dans le tableau ci-dessous, en fonction du type de garant choisi par l'exploitant :

Échéance de remise de l'attestation correspondante	Taux de constitution du montant des garanties financières	
	Garants classiques	Consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations
1er juillet 2014	20 %	20 %
1er juillet 2015	40 %	30 %
1er juillet 2016	60 %	40 %
1er juillet 2017	80 %	50 %
1er juillet 2018	100 %	60 %
1er juillet 2019		70 %
1er juillet 2020		80 %
1er juillet 2021		90 %
1er juillet 2022		100 %

## ARTICLE 1.9.4 : ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant adresse au préfet, avant les dates mentionnées à l'article 1.9.3 du présent arrêté le document attestant la constitution du montant des garanties financières défini à l'article 1.9.2, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

.../...

## **ARTICLE 1.9.5 : RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES**

*Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.8.4 du présent arrêté. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.*

## **ARTICLE 1.9.6 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES**

*L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté.*

*Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition :*

- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;*
- la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.*

## **ARTICLE 1.9.7 : MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIERES**

*L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.*

## **ARTICLE 1.9.8 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES**

*Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.*

## **ARTICLE 1.9.9 : APPEL DES GARANTIES FINANCIERES**

*Le Préfet « appelle » et met en œuvre les garanties financières, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement*

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement,*
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.*

## **ARTICLE 1.9.10 : LEVEE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIERES**

*L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés par l'exploitant.*

*Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3, par l'inspection des installations classées.*

*.../...*

*L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.*

*En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.*

#### **ARTICLE 1.9.11 : QUANTITES MAXIMALES DE DECHETS ET PRODUITS CHIMIQUES ASSOCIEES AUX GARANTIES FINANCIERES**

*A tout moment, les quantités associées aux installations soumises à garanties financières et aux installations connexes pouvant être stockées sur le site ne doivent pas dépasser les quantités suivantes :*

- produits dangereux : 85 tonnes*
- déchets dangereux : 158 tonnes*
- déchets non dangereux : 19 tonnes »*

#### **Article 5 : Changement d'exploitant**

L'article 1.5.5 « Changement d'exploitant » de l'arrêté préfectoral n°2012297-0005 du 23 octobre 2012 est modifié de la façon suivante :

L'alinéa suivant est ajouté de la manière suivante :

*« Le changement d'exploitant est soumis à autorisation conformément à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement. »*

#### **Article 6 : Affichage**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'Elancourt pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire d'Elancourt fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture des Yvelines l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site concerné par le présent arrêté à la diligence de la société CRMA.

#### **Article 7 : Recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Versailles :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 8 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet, le maire d'Elancourt, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 16 JUIN 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général

Philippe CASTANET